Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Crise sanitaire, crise économique... le capitalisme crée le chaos dans la société, il faut s'en débarrasser !



Le premier ministre Alexander De Croo vient d'annoncer un reconfinement partiel et de lourdes limitations à notre vie sociale. Ce serait la « dernière chance pour éviter que les soins de santé craquent sous une pression immense ». Mais si le système de santé en est là, c'est avant tout à cause des dizaines d'années de rabotages budgétaires, des milliers de lits fermés et du nombre d'embauches très insuffisant. De Croo déclare que nous devons faire front tous ensemble avec le personnel soignant ! Mais depuis mars, le gouvernement, lui, a abandonné le personnel soignant ! Aucun plan d'urgence n'a été activé pour augmenter le nombre de lits de réanimation, embaucher et garantir au personnel des conditions de travail et de salaire décentes.

Les gouvernements, fédéral et régionaux, quelles que soient leurs couleurs politiques et leur langue, ne font que défendre les intérêts des capitalistes, sans leur imposer de contrainte. Ce nouveau confinement est « un confinement qui permet aux usines de tourner » a déclaré le ministre de la Santé Frank Vandenbroucke ! Dès le début de la crise sanitaire, la priorité des gouvernements a été de garantir que le travail, la machine à faire du profit, continue à fonctionner. Les milliards ont été distribués aux banques et aux grandes entreprises, pas aux hôpitaux ni aux maisons de repos.

Quant aux travailleurs, ils sont sous pression, priés d'aller travailler coûte que coûte, de s'entasser dans des transports bondés, puis de rentrer chez eux en réduisant leur vie sociale au minimum. Aucune patrouille de police n'est envoyée dans les entreprises pour vérifier si elles ne sont pas des clusters à Covid. Mais des travailleurs sont sanctionnés par leur hiérarchie s'ils portent mal le masque, quelle que soit la pénibilité de leur poste. Les élèves et leurs professeurs ont été entassés depuis septembre dans des écoles bondées, mal aérées, sans locaux ni moyens supplémentaires... Mais seuls les jeunes qui se retrouvaient en soirées ont été accusés de propager le virus ! Maintenant le gouvernement voudrait nous faire croire que nous interdire de sortir de chez nous entre 22 heures et 6 heures, minuit et 5 heures en Flandre, réduira la propagation du virus ! C'est se moquer du monde !

Le gouvernement exploite et alimente la crainte du Covid-19 pour faire accepter ces mesures contraignantes. Les gouvernements espèrent que les restrictions de la liberté de circulation et de réunion vont habituer les travailleurs à se plier à leurs consignes et accepter tout ce qui vient du pouvoir. Alors que se dessine une profonde crise économique et sociale, les dirigeants ont peur des réactions explosives des travailleurs, auxquels ils s'apprêtent à en faire payer les conséquences.

Car au-delà de la crise sanitaire et même avant elle, il y a la crise économique. Des dizaines de milliers d'emplois sont supprimés, des centaines de milliers de personnes sont menacées de se retrouver sans revenu ou voient leurs revenus rabotés. Le capitalisme ne porte plus que des fruits pourris : la volonté de faire des hôpitaux des structures financièrement rentables les rend incapables de faire face à une pandémie, la course aux profits de l'industrie pharmaceutique rend les traitements de plus en plus inaccessibles, la recherche du profit pousse les patrons à augmenter la charge de travail, à licencier, à économiser jusqu'au prix du masque de protection. La concurrence des capitalistes pousse vers le chômage et la misère un nombre croissant de travailleurs et engendre les guerres. La misère et le désespoir créé par ce système font aussi croître les fruits pourris du fanatisme religieux et de la terreur d'extrême droite, celle du

fascisme islamique comme celle du fascisme occidental.

Face à la barbarie engendrée par ce système, les travailleurs ont tous les mêmes intérêts, quelles que soient leurs origines, leur religion, leur couleur de peau. Et ils doivent s'organiser pour faire entendre leurs revendications. En se battant pour défendre leurs emplois, leur santé, leurs salaires, les travailleurs peuvent offrir une autre perspective à l'humanité.



Le personnel des hôpitaux proteste

Vendredi 30 octobre, une semaine après le personnel soignant de l'hôpital Érasme à Bruxelles, c'est au tour des travailleurs du groupe hospitalier CHC à Liège de manifester leur colère devant le site du Mont Légia. Sur les surblouses de protection, ils avaient peint « Soigne et tais-toi », la réponse habituelle des directions face à la pénurie de moyens et de personnel. « Héros un jour, larbin toujours », « Equipe bonne à tout faire », « Infirmières maltraitées, patients en danger », étaient les slogans affichés sur les pancartes.

Les soignants témoignent en termes directs de leur peur de ne pas prendre la bonne décision quand l'épuisement est là. Ils réclament des renforts, mais expriment également leur exaspération face aux mensonges officiels, aux discours qui ne sont pas suivis d'effets. Le gouvernement a, par exemple, accordé un budget de 1,2 milliards pour le financement des soins de santé, mais selon les permanents syndicaux, les fédérations patronales bloquent l'utilisation de cet argent pour en faire une monnaie d'échange contre l'exigence de plus de flexibilité du personnel hospitalier.

Même en pleine catastrophe sanitaire, les hôpitaux, qu'ils soient publics ou privés, doivent être rentables financièrement ! C'est absurde et irresponsable au regard de la société mais c'est une des lois du capitalisme.

Encore un cœur qui saigne ?

Les téléspectateurs du pays ont eu le droit de voir en direct couler les larmes de Frank Vandenbroucke, ministre de la santé du nouveau gouvernement, après une visite à l'hôpital.

Quand le même Vandenbroucke était ministre des affaires sociales et de la santé du gouvernement Verhofstadt en 2001, il a fait une économie de 250 millions d'euros sur le budget de la santé et des maisons de repos. En même temps, ce gouvernement baissait les impôts sur les profits des entreprises de près de 40,7% auparavant à 33,9% et introduisait les « intérêts notionnels » permettant aux grandes entreprises d'éluder l'impôt.

La catastrophe dans les hôpitaux aujourd'hui est la conséquence de cette politique au service du profit capitaliste. Alors, avec son cœur qui saigne, il n'a qu'à attendre dans le couloir comme tout le monde !

Retour à la bougie

Vandenbroucke nous conseille ensuite d'allumer une bougie en guise de réconfort.

Après l'effondrement qui menace les soins de santé, il veut déjà nous préparer à devoir renoncer à la lumière électrique ? C'est vrai que les centrales nucléaires qui subissent la même loi du profit, ne sont pas dans un meilleur état que les hôpitaux…

En tout cas, Vandenbroucke assume le retour au moyen-âge dont nous menace le système capitaliste qu'il sert.

L'hôpital malade de soigner les profits

Selon les chiffres de l'université canadienne de Sherbrooke qui compare des indicateurs des systèmes de santé dans le monde, il y avait 9,4 lits d'hôpital (tous types confondus) par 1 000 habitants en Belgique en 1986, contre 6,2 en 2014. Les chiffres du service public fédéral de la santé indiquent une diminution supplémentaire de 930 lits depuis. Sans parler du fait que ces chiffres ne disent rien sur les capacités de soins et de personnel autour de ces lits.

Pendant tout ce temps, le patronat a pu compter sur une diminution de ses impôts et de ses cotisations à la sécurité sociale, ou encore sur le déblocage de 20 milliards en un week-end pour les banques en 2008.

En même temps, la Belgique compte désormais 29 milliardaires, un chiffre qui augmente ici comme partout dans le monde.

Lutte Ouvrière prend le relais de _La Voix des Travailleurs_ parue jusqu'au n° 99 et des lettres _Lutte Ouvrière_ parues pendant le premier confinement.

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien
Vous pouvez vous abonner par virement au numéro de compte IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LO et vos coordonnées postales
ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable: M. Woodbury, même adresse

Les capacités de test entravées par la course aux profits

Dans de nombreux hôpitaux, pour faire des économies, les tests de dépistage du personnel ne peuvent être utilisés qu'au compte-goutte, en fait, lorsqu'un salarié présente des symptômes, c'est-à-dire lorsque c'est déjà trop tard.

Les machines qui réalisent ces tests coûtent cher, entre 50 000 et 300 000 €. Celles qui sont commercialisées, sont fabriquées par 4 grands groupes mondiaux, en Europe ou aux USA. Ces entreprises profitent de leur monopole pour contraindre leurs clients, hôpitaux ou laboratoires, à utiliser exclusivement leur marque de réactifs ou d'écouvillons pour les prélèvements, en les faisant payer au prix fort. Un peu comme le toner pour les imprimantes.

Mais même vendu à prix d'or, ces produits peuvent être en rupture de stock. Ces entreprises capitalistes abaissent alors les normes de qualité et les contrôles internes pour répondre à la demande. C'est ainsi, par exemple, que le groupe hospitalier de Jolimont s'est retrouvé privé de ces réactifs, dont la qualité était à ce point médiocre que le lot n'a pu être commercialisé.

Certains laboratoires, comme ceux des universités, disposent de machines de test qui dépendent moins des circuits commerciaux et des entreprises du privé, et ne sont donc pas confrontés aux problèmes de pénurie. Mais ces systèmes « ouverts » ne sont produits qu'en petit nombre, sans les énormes moyens des grands groupes capitalistes.

Le personnel des hôpitaux et des maisons de repos continuera à être exposé au virus sans être détecté à temps, mais les actionnaires des fabricants de test ont vu leur chiffre d'affaires augmenter de 60 à 70%.

« La responsabilité de chacun d'entre nous »… sauf celle des patrons irresponsables

Entre le 18 mars et le 28 août, 6 330 entreprises seulement ont été contrôlées par rapport au respect des règles anti-covid, dont 1 630 par téléphone… 60% des entreprises n'étaient pas en règle.

Mais la FEB et le gouvernement soutiennent que c'est partout ailleurs, mais pas dans les entreprises qu'on se contamine…

Le maintien de l'ordre… capitaliste

Sur les 3 223 entreprises en infraction, seules 84 ont été contraintes de fermer (lors du premier confinement) et 15 seulement ont été signalées à la justice (qui en a fait quoi ?). Pour toutes les autres, cela s'est terminé par un avertissement sans suite.

Pendant ce temps, la police de Bruxelles Ouest (qui regroupe des quartiers populaires) a dressé à elle seule 6 000 PV. Le 1er avril, 12 jours après le début du premier confinement, la police d'Anvers avait déjà dressé 2 000 PV sur des passants.

La police veille… au bon fonctionnement de la machine à profits.

La Banque centrale européenne soigne… la spéculation

Alors que le reconfinement gagnait un pays après l'autre, les bourses ont eu un moment de panique et la spéculation monétaire a poussé la valeur de l'euro vers le bas. La Banque centrale européenne a réagi immédiatement, sa présidente annonçant revoir à la hausse tous ses « instruments de stimulation financière ». Elle ajoute notamment 500 milliards d'euros aux 1 300 milliards d'euros déjà prévus pour soutenir les marchés. C'est quatre fois le PIB de la Belgique !

Ces aides n'auront pas d'autres effets que d'intensifier encore plus la spéculation et de faire gonfler les bulles qui menacent d'éclater. Pendant ce temps, pour les hôpitaux, il n'y a pas d'argent …

Etat islamique et extrême droite européenne : deux bouts du même bâton !

Après l'assassinat de Samuel Paty à Conflans-Sainte-Honorine, un autre jeune islamiste a tué trois personnes dans une église de Nice. En Autriche, des terrasses de café ont été mitraillées. Ces actes barbares illustrent le fait que les organisations terroristes, comme Daesh ou d'autres, veulent instaurer la peur et contraindre ainsi tous les hommes et les femmes habitant ou issus des pays dits musulmans à se ranger derrière eux.

Le gouvernement en France a aussitôt multiplié les déclarations de fermeté contre ce courant réactionnaire, durcissant du coup sa campagne anti-immigrée, aggravant encore les réactions racistes qui, de la droite extrême à l'extrême droite, s'en trouvent confortées. D'ailleurs, le même jour un individu se réclamant visiblement de Génération Identitaire, a été abattu par la police à Avignon après avoir menacé des maghrébins dans la rue avec une arme de poing.

Face à la barbarie islamiste, face aux politiques racistes, qui se développent dans tous les pays de l'Europe de l'ouest, la voie à suivre pour les travailleurs, quelle que soit leur origine, leur couleur de peau, c'est la solidarité de classe, pour combattre leurs exploiteurs communs.

Pologne : les femmes luttent pour leurs droits

En Pologne, des dizaines de milliers de femmes et d'hommes continuent de manifester leur opposition à de nouvelles restrictions graves au

droit à l'avortement. Le Tribunal constitutionnel, dominé par des membres réactionnaires, a décidé d'obliger les femmes d'accoucher d'enfants même non viables ou souffrant de dommages cérébraux irréversibles.

Depuis les restrictions du droit à l'IVG, seuls 2 000 avortements ont lieu légalement en Pologne chaque année, tandis que 200 000 femmes doivent avorter dans la clandestinité ou à l'étranger pour celles qui en ont les moyens financiers.

Ces attaques contre les femmes s'ajoutent aux discours xénophobes, antisémites, anti-homosexuels des partis au pouvoir, appuyés par les fondamentalistes de l'Église catholique. Comme aux USA avec Trump, les courants nationalistes réactionnaires et racistes se sont sentis renforcés par cette politique en Pologne. Les milieux gouvernementaux appellent à présent leurs partisans à se mobiliser contre les manifestations pour le droit des femmes à disposer de leur corps.

La Pologne offre l'exemple d'un gouvernement autoritaire qui n'hésite pas à s'appuyer sur les idées et les sentiments les plus crasses pour dresser une partie de la population contre l'autre afin d'instaurer un ordre moral qui impose la soumission - en particulier des femmes - et aggrave l'exploitation des travailleurs.



Italie : une protestation populaire contre les conséquences sociales du confinement

A l'annonce des mesures de confinement prises par le gouverneur de la région de Campanie, vendredi 23 octobre, les travailleurs et les petits patrons des quartiers populaires de Naples ont manifesté leur colère.

Dans ces quartiers, le taux de chômage réel atteint presque le double du taux officiel de 25% pour la ville de Naples. Nombreux sont ceux qui, dans les restaurants, les cafés, les salles de sport, les cinémas, les commerces, vivent de petits boulots payés au noir, voire survivent uniquement grâce aux pourboires.

Lors de la première vague de la pandémie, et du premier confinement, ces travailleurs pauvres n'ont pas vu la couleur de l'aide gouvernementale promise et ont dû vivre sur leurs économies et sur l'entraide.

« Mais aujourd'hui, nous n'avons plus d'économies ! » s'exclament les manifestants. Sur les places, dans les rues, les manifestants organisaient des prises de paroles où chacun pouvait parler et exprimer ses préoccupations, ses aspirations. Les petits patrons protestaient contre les taxes, les charges, la perte de leurs revenus, et réclamaient de l'aide pour leurs corporations. Mais parmi ceux qui vivent des emplois précaires, s'exprimaient des idées plus générales, plus profondes. « On ne demande pas la charité. On ne veut pas les indemnités de chômage. On veut un travail et un salaire pour vivre et élever nos familles dans la dignité ! ».

« La dignité », cette protestation, cette exigence revient dans la bouche des hommes comme des femmes. Et elles refusent toutes de se laisser culpabiliser par le rebond de l'épidémie. « Le gouvernement, les médias nous accusent. Mais qu'est-ce qu'on y peut ? On ne contrôle rien, on ne dirige pas. On applique les recommandations. C'est le gouvernement qui a échoué à contenir l'épidémie. »

Parmi les manifestants, s'exprime la conscience qu'il faut réagir sans se laisser réduire au silence par le confinement. « Grands-pères, grand-mères, sortez tous, tous dans la rue ; c'est dans notre silence que commencent les dictatures ».

Les ouvriers de l'usine Whirlpool de Naples ont arrêté le travail pour exprimer leur soutien aux manifestants et se sont engagés depuis dans une grève contre l'annonce de la fermeture de leur usine.

Dans les jours suivants, les manifestations se sont répandues dans d'autres villes d'Italie comme une traînée de poudre : Rome, Vérone, Turin, Milan…

Les organisations syndicales italiennes n'ont pris aucune initiative pour appuyer et étendre ce mouvement aux entreprises. Mais dès le vendredi 30 octobre, elles relayaient les annonces du gouvernement Conte : prolongation du chômage Covid jusqu'en mars 2021, et même « interdiction provisoire des licenciements ». Les travailleurs italiens ont fait l'expérience des promesses de Conte : « Il nous a bien eu avec sa bonne mine la première fois. Mais il ne nous trompera pas une seconde fois ! » s'exclamait une manifestante. Et les ouvriers napolitains de Whirlpool vont vérifier rapidement ce que valent les annonces de Conte sur « l'interdiction des licenciements ».

Mais à travers ces premières réactions, les travailleurs de Naples et d'autres villes italiennes ont pu affirmer qu'ils ne se laisseraient pas acculer à la misère sans réagir, et c'est un signal important… à destination de tous les ouvriers.



Assemblée générale chez Whirlpool

Suivez-nous sur Facebook: Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be
Tel: : 0470-18 82 39
Internet: www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !